

Mobilisation du 24 janvier, Qui a parlé d'essoufflement de la mobilisation sociale ?

La mobilisation sociale engagée depuis le 5 décembre dernier a marqué, dans cette journée du 24 janvier, un nouveau « temps fort ».

Avec plus de 200 manifestations organisées partout en France, ce qui est un nombre supérieur à la journée du 5 décembre, se sont plus de 1.300.000 manifestant-e-s qui ont « battu le pavé », dont un grand nombre d'entre eux en grève.

Cette journée conclue trois jours de mobilisation à l'appel de l'intersyndicale CGT, FO, SOLIDAIRES, CFE-CGC, FSU, UNEF, UNL, MNL et FIDL, qui ont donné lieu à de multiples initiatives sur tout le territoire : organisations de débats publics, distribution de tracts, rencontre avec des salarié-e-s d'entreprises n'étant pas encore dans l'action, proposition de la syndicalisation avec des retours très positifs : plus de 3.500 adhésions nouvelles à la CGT sur le seul mois de décembre !

Dans de nombreux départements et des villes se sont organisées des « retraites aux flambeaux », forme originale de mobilisation qui incarne la détermination du mouvement social.

L'intersyndicale qui s'est réuni ce jour a décidé d'une nouvelle journée de grève et de manifestation à la veille de la Conférence de financement des retraites, mercredi 29 janvier.

Elle appelle aussi à poursuivre le renforcement et l'élargissement de la mobilisation en multipliant les initiatives les 30 et 31 janvier en direction des populations.

Loin de s'essouffler, la mobilisation prend corps dans de nombreux nouveaux secteurs, elle s'installe dans le pays et le soutien de haut niveau de l'opinion publique ne se dément pas de semaine en semaine.

Les tentatives de stigmatisation, d'isolement et de décrédibilisations de notre organisation syndicale, de ses syndicats et de nos militants, comme de notre Secrétaire général, témoignent de la fébrilité du pouvoir et de ses serviteurs.

Aujourd'hui, la seule chose que tout le monde a bien compris, c'est qu'il faudra travailler au moins jusqu'à 64 ans ! Le gouvernement doit entendre le mécontentement social sur son projet de réforme, et en tirer la seule conclusion qui s'impose : le retirer et ouvrir de véritables négociations permettant de renforcer et de pérenniser notre système actuel de retraite.

Combien de temps encore faudra-t-il au gouvernement et au Président de la République pour entendre raison ? 61 % de la population est pour le retrait de ce projet de réforme. La CGT, ses militants et les salarié-e-s en lutte restent mobilisé-e-s et déterminé-e-s à combattre cette régression et à gagner le progrès social !

Montreuil, le 24 janvier 2020.